



Lors de la conférence de presse inaugurale

Pour un accord équitable, ambitieux et contraignant !

La Conférence de l'Organisation des Nations Unies sur les changements climatiques a commencé hier à Copenhague, capitale du royaume du Danemark, et s'achèvera le 18 décembre 2009. Cette conférence comprend la quinzième conférence des parties (Cdp 15) à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (Cnucc) et la cinquième conférence des parties siégeant comme la Réunion des parties au Protocole de Kyoto (Cdp/Rdp). La conférence de Copenhague marque le point culminant d'un processus de négociation de deux années portant sur l'amélioration de la coopération internationale aux changements climatiques au titre de la feuille de route de Bali, adoptée par la Cdp 13, en décembre 2007. Rappelons que lors du sommet du Secrétaire général des Nations Unies sur les changements climatiques, tenu à New York, en septembre 2009, plus de 100 dirigeants du monde avaient décidé à ce qu'un accord international global, ambitieux et équitable sur les changements climatiques soit signé à Copenhague. Plus d'une centaine de dirigeants du monde sont également attendus à la réunion de haut niveau conjointe de la Cdp et de la Cdp / Rdp, du 16 au 18 décembre.

Durant les deux prochaines semaines, le monde entier aura les yeux rivés sur Copenhague, attendant avec impatience de voir quel sera le résultat de ce sommet historique. Tout le monde souhaite que ce soit un accord réussi qui devra être équitable, ambitieux et contraignant. Il devra, en fait, être en mesure de préserver l'équilibre climatique et être juste pour l'ensemble des pays. Les éléments suivants devront en faire partie :

- Limiter le réchauffement de la température moyenne mondiale bien en deçà de 2 degrés Celsius ;
- Les pays industrialisés doivent s'engager à réduire leurs émissions d'au moins 40% d'ici 2020 par rapport à 1990 ;

- Les pays en développements, quant à eux, doivent être soutenus dans leurs efforts de limitation de leurs émissions, afin de dévier substantiellement leurs trajectoires d'émissions par rapport à un scénario « laisser faire » ;
- Les émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts doivent être réduites à zéro en 2020, grâce à un financement d'au moins 3 milliards Usd par an de la part des pays industrialisés ;
- Les pays industrialisés doivent également fournir au minimum 195 milliards Usd de financements publics par an, additionnels aux objectifs d'aide publique au développement, afin de soutenir les actions des pays en développement ;
- La double comptabilisation des émissions doit être interdite et
- Mettre en place un cadre d'action pour l'adaptation afin de lever massivement et immédiatement des fonds pérennes et prévisibles pour l'adaptation des pays en développement aux impacts dus au changement climatique.

A Copenhague, l'accent sera mis sur le groupe de travail ad hoc pour l'action à long terme (Awg-Lca) et le groupe de travail ad hoc sur le protocole de Kyoto (Awg-Kp) qui sont les principaux organes relevant de la feuille de route de Bali. L'Awg-Lca 8 a accepté de travailler à travers un groupe de contact. Des textes sur tous les éléments constitutifs sont susceptibles d'y être rédigés pour un examen par la Cdp. La tenue d'un débat sur le caractère juridique que devrait revêtir le « texte final » sur lequel les parties ont exprimé des opinions divergentes tout au long de 2009 y est également prévu.

Il est ensuite prévu que les deux groupes de travail ad hoc achèvent leurs travaux le 15 décembre et que leurs présidents fassent leur présentation le 16 décembre, respectivement, à la Cdp 15 et à la Cdp / Rdp 5, un rapport sur les résultats obtenus.

De notre envoyé spécial à Copenhague

Anselme Nkinsi

Puits à double fond

Les Ongs dénoncent les manœuvres des pays industrialisés

Les Organisations non gouvernementales (locales et internationales) présentes à Copenhague sont montées au créneau pour dénoncer les manœuvres dilatoires des pays industrialisés à la conférence de Copenhague. Alors que les délégations gouvernementales (toutes confondues) se concertent entre elles, les Ongs leur font pression pour les amener à trouver des solutions durables aux questions du climat. En effet, elles demandent aux pays industrialisés de payer la dette de leurs émissions, car disent-elles, ce sont eux qui occasionnent la situation tant décriée. Dans un message collectif publié au second jour de l'ouverture des travaux, les Ongs ont indiqué que les pays industrialisés sont venus à Copenhague avec un plan pour affaiblir leurs objectifs nationaux grâce à des échappatoires via « les puits de carbone ». Selon ces Ongs, les pays industrialisés sont réticents à l'idée qu'il leur faudra tenir compte d'émissions accrues liées à la gestion de la forêt et des sols. Au lieu de comptabiliser les puits sur la base de leur niveau historique, les pays industrialisés souhaitent ne pas tenir compte des augmentations des émissions du moment qu'elles étaient planifiées (soit encore tendancielle). Cela équivaudrait pour des industries à ne pas compter les émissions de nouvelles centrales de charbon du moment qu'elles se situent dans les scénarios tendanciels. L'Australie, le Canada et la Nouvelle Zélande ont exprimé explicitement leur intention d'augmenter la production forestière et donc leurs émissions. Beaucoup de pays européens semblent soutenir cette « comptabilité créative ». Cependant, l'Union Européenne n'a même pas décrit son scénario tendanciel, une sérieuse lacune qui affaiblit la transparence des négociations sur la forêt et les sols. Le Japon est drogué aux crédits qu'il reçoit grâce aux règles comptables de gestion de la forêt et donc s'est donné un résultat artificiel similaire, alors même que son puits de carbone forestier est en diminution. Le résultat est que des émissions correspondant à la moitié des objectifs du protocole de Kyoto, durant la première période d'engagement, ne seront pas comptabilisées. La Norvège et la Russie ont, pour leur part, proposé de décompter les charges réelles des émissions à partir de 1990 comme année de référence pour en mesurer le taux de réduction. Pour l'instant, les Ongs ne voient aucun pays sérieux dans ce bazar. La Suisse semble la seule partie qui n'ait pas encore donné sa position et qui a prévu une augmentation nette de ses émissions dont elle tiendra compte. Une idée encourageante qui étonne dans ces nouvelles négociations.

Financements des pays en développement : un faux départ

Jamais les observateurs avertis n'avez vu un tel enthousiasme de la part des pays industrialisés (notamment le groupe de l'Ombrelle), en plénière du groupe de travail ad hoc de l'action à long terme (Lca) pour soutenir les pays en développement dans leur lutte contre les changements climatiques avec des financements précoces.

Mais, après une analyse plus fine, l'espoir des quelques structures représentées ici s'est vite dissipé. Le financement sur le climat doit démarrer de manière « rapide » mais il ne s'agit pas ici uniquement d'un traité, c'est aussi un engagement. L'on se rappellera qu'en 2007, le Plan de Bali, soutenu par toutes les Parties, avait enclenché un processus important rendant ainsi possible une coopération à long terme, dès maintenant et après 2012, selon les termes de la Convention.

La logique de Bali veut, par ailleurs, qu'il n'y ait pas de financement précoce sans financement à long terme. Etant donné que le 18 décembre, clôture de la conférence approche, le souhait de tous est que les leaders du monde quittent Copenhague avec plus d'un engagement sur le financement précoce.

Malheureusement, il apparaît que les pays industrialisés veulent tricher en réaffectant une partie de l'aide au développement déjà attribuée pour le changement climatique.

A ce sujet, les Ongs avertissent les leaders des pays industrialisés qu'une telle aide à court terme réorientée ne doit pas se substituer à un financement prévisible, additionnel et adéquat, à court et long terme. Les discussions sur le financement doivent plutôt se conclure sur un engagement juridiquement contraignant concernant l'ampleur, les sources, la gouvernance et l'additionnalité à long terme. En conclusion, il est nécessaire d'aboutir à un financement minimum de 195 milliards Usd par an pour pouvoir respecter la limite de réchauffement à 2 degrés Celsius.

Venus de tous les horizons du monde

Les Ongs s'impliquent

Chaque jour qui passe, les Ongs et autres groupes venus soutenir les négociations au sommet de Copenhague organisent des cérémonies populaires pour inviter les participants à la conférence à plus d'attention. Se servant des calicots, banderoles, masques et autres illustrations, ils envahissent les couloirs du « Bella Center » et crient à tue-tête pour dire à tous que la survie de l'humanité dépend de votre position et on ne compte que sur vous. C'est dans ce cadre que le Réseau d'Action sur le Climat (CAN) venait d'organiser, ce mercredi 9 décembre 2009, une cérémonie de remise de son fameux trophée, le « Fossile du Jour ». Ces prix sont décernés aux pays qui font le plus d'efforts pour freiner les négociations.

Première place – pays industrialisés

Les pays industrialisés (de l'annexe I, suivant la feuille de route de Bali) remportent la première place pour être venus à Copenhague, sans une réelle ambition visant à réduire leurs émissions, dans le but de contenir le réchauffement de la planète sous les 2°C.

Seconde place – Suède, Finlande et Autriche

Ces pays font une entrée tonitruante dans le cercle fermé des Fossiles, pour avoir soutenu une proposition européenne consistant à ne pas comptabiliser l'intégralité des émissions des forêts.

Troisième place – Canada

Le Canada vient de recevoir son premier fossile grâce aux propos tenus par le ministre de l'Environnement Jim Prentice selon lesquels son pays « ne sera pas influencé » par « l'ambiance » de Copenhague. Justement, s'il y a un pays à influencer, il s'agira bel et bien du Canada.

Fait marquants de Copenhague au 3^{ème} jour des travaux

La Conférence des Parties (Cdp) et la Réunion des Parties (Rdp) ont tenu des séances plénières, le mercredi 9 décembre 2009. En outre, divers groupes de contacts ainsi que des consultations informelles ont eu lieu pour examiner un éventail de questions, notamment la question d'une vision commune, de l'adaptation, de l'atténuation, du financement et de nouvelles technologies dans le cadre du groupe de travail ad oc pour l'action à long terme (Awg-Lca) ; de réduction des émissions des parties à l'annexe I et des sujets divers dans le cadre du groupe de travail à long terme pour le Protocole de Kyoto (Awg-Kp).

En ce qui concerne la date et le lieu des prochaines sessions, le président de la Cdp, Hedegaard, a indiqué qu'une décision serait prise sur la question. Il a, cependant, confirmé l'offre du Mexique d'accueillir la 16^{ème} Conférence des Parties (COP 16). La Chine a exprimé sa frustration du fait que son ministre en charge de l'Environnement s'est vu refuser l'entrée au centre de la conférence par la police, créant ainsi un incident diplomatique et que son badge a, par la suite été arraché.

Le secrétaire exécutif de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CNUCC), Yvo de Boer, a présenté ses excuses à la Chine et a indiqué qu'une enquête serait ouverte sur cet incident avant d'assurer l'opinion que cela ne se reproduirait plus.

Projet de Protocole en vertu de l'article 17

M. Hedegaard a fait savoir que des propositions relatives à l'adoption de nouveaux protocoles, en vertu de la Convention, ont été reçues de cinq pays, à savoir : l'Australie, le Costa Rica, le Japon, le Japon, le Tuvalu et les Etats-Unis. Le

Tuvalu a présenté son projet de protocole qui, selon lui, viendrait compléter, mais non remplacer, le Protocole de Kyoto.

Fonds pour l'adaptation

Jan Cedergrén, président du Conseil du Fonds pour l'adaptation a présenté le rapport du Conseil. Il a souligné les mesures prises pour rendre ce fonds opérationnel, notamment par l'adoption des politiques et des lignes directrices pour l'accès aux fonds ; le lancement de la monétisation des réductions certifiées des émissions et la décision d'accepter l'offre de l'Allemagne de conférer la capacité juridique et d'accueillir le Conseil.

Les couloirs étaient en effervescence, ce mercredi, après la séance matinale « intense » de la Cdp. La déclaration de Tuvalu, qui demande aux parties de signer, à Copenhague, un nouveau protocole juridiquement contraignant au titre de la Convention, a été la cause de cette effervescence. Cependant, l'appel de Tuvalu en faveur d'un nouvel instrument juridiquement contraignant a suscité un grand soutien de la part des représentants de la société civile. « En fait, les choses commencent vraiment à s'animer », a fait observer un délégué.

Le groupe Afrique suspend sa participation aux travaux

Coup de théâtre à Copenhague. Le groupe Afrique a suspendu, hier, sa participation dans les groupes de travail qui réfléchissent sur la coopération à long terme dans le cadre de la Convention - Cadre des Nations Unies sur le changement climatique (Ccnucc). Il dénonce les démarches et manigances en cours de la présidente de la Conférence de vouloir " tuer le protocole de Kyoto. En ce moment, les travaux sont bloqués au niveau des deux axes sur lesquels travaillent les délégués à savoir : l'axe Protocole de Kyoto avec ses groupes de travail et l'axe relatif à la coopération à long terme de la convention avec ces groupes de travail.

Le groupe Afrique estime que le Protocole de Kyoto a une dimension contraignante. Ainsi, c'est à ce niveau que les pays développés doivent prendre des engagements pour réduire leur émission de gaz à effet de serre. Cependant, il s'observe une volonté affichée des pays développés, Parties à ce Protocole et d'autres qui ne le sont pas, comme les Etats-Unis, de vouloir transférer les engagements de réduction au niveau de l'autre axe de la convention qui n'est pas contraignant. Le groupe Afrique voit en cela une volonté de tuer le protocole de Kyoto.

Kim Carstensen, responsable du Programme Global sur le climat, a encouragé le groupe africain à continuer à soutenir le protocole de Kyoto. Elle pense que la poursuite des discussions, en ce qui concerne le Protocole de Kyoto serait la voie obligée pour obtenir des résultats tant attendus au sommet de Copenhague.

« L'incertitude qui plane en ce moment quant au futur du Protocole de Kyoto crée une méfiance et un ressentiment au niveau du groupe Afrique dans ces négociations. Il serait bien d'avoir une consultation au niveau ministériel sur ce sujet et il serait également nécessaire que les pays développés s'expriment clairement là-dessus et qu'ils acceptent les prochains engagements relatifs à ce protocole», a-t-elle déclaré.

En dernière minute, nous apprenons que la présidente de la réunion a négocié en coulisse avec le groupe africain et accepté d'insérer cette clause dans la discussion qui devra avoir lieu au niveau ministériel. L'Union Européenne est, elle aussi, d'avis que la position du groupe africain soit pris en compte lors de la grande plénière.

Wangari Matthai arrache un nouvel protocole d'accord pour le Fbc

Wangari Matthai et Paul Martin, respectivement président et président-adjoint du Fonds pour les forêts du bassin du Congo (Fbc) ont signé, le 14 décembre 2009 à Copenhague (Danemark), un protocole d'accord avec la Fondation Prince Albert de Monaco. C'était en présence de Donald Kaberuka, Président de la Banque africaine de développement (Bad), des représentants du Fonds pour l'environnement mondial (Fem) et de nombreux délégués des pays membres de la Commission pour les forêts du Congo (Comifac).

L'on se souviendra que lors de leur passage à Kinshasa, en septembre 2009, le Comité du Fonds pour les forêts du bassin du Congo, a rencontré toutes les parties impliquées dans la gestion des écosystèmes forestiers du bassin du Congo pour leur expliquer la nécessité de bien gérer ces forêts. A cette même occasion, des projets ont été soumis à l'équipe pour leur examen. A ce jour, environ dix projets ont donc été retenus pour le compte de la société civile de chaque pays membre. Selon le Premier ministre honoraire canadien, Paul Martin, il s'agit là des projets africains dont les fonds seront gérés par les africains eux-mêmes.

Après la signature du protocole d'accord, Wangari Matthai a souligné que l'argent ne posera aucun problème. Mais, c'est qui est exigé des auteurs, c'est la transparence dans sa gestion, leur responsabilité et leur engagement sur terrain. Elle a encore expliqué qu'il arrive parfois que le compte soit apuré avant la réalisation du projet pour lequel l'argent est décaissé. Selon son entendement, la fiabilité et la confiance sont de grands défis à relever. Mme Matthai s'est réjouie de constater qu'il existe une réelle volonté politique de la part des Etats car le fonds a été lancé par les chefs d'Etat d'Afrique. « Il y a aussi un intérêt des communautés locales et un besoin de travailler avec les Ongs », a-t-elle fait savoir. Entre autres défis, la présidente du Fbc a relevé la nécessité d'un engagement soutenu de toutes les parties concernées par la gestion des forêts du bassin du Congo.

« Nous sommes très intéressés par tout ce qui fait dans la préservation des forêts du bassin du Congo et voulons contribuer à faire avancer les choses », a indiqué le Prince Albert de Monaco dont la Fondation s'occupe de la biodiversité, de la conservation et des questions de changement climatique. Et d'ajouter : « le bassin du Congo constitue un vaste espace et nous n'avons pas à le laisser à sa dégradation alors qu'il contribue énormément à l'équilibre climatique de la planète. »

Présent à cette cérémonie, le ministre congolais du Développement durable, de l'Economie forestière et Environnement, Henri Djombo, a fait savoir que 40 projets d'environ 20 milliards Usd sont prévus dans le cadre du fonds pour les forêts du bassin du Congo. Selon lui, ce fonds pourrait tirer des investissements à mesure que l'engagement de toutes les parties sera réel. Estimées à 20 millions d'hectares couvrant dix pays de la région, les forêts du bassin du Congo absorbent d'énormes quantités de dioxyde de carbone. On estime que dans un futur proche (en 2050), toutes ces forêts vont émettre plus de 30 milliards de tonnes de CO₂, soit la quantité d'émissions du Royaume Uni depuis 60 ans. Ainsi, la protection d'1% de plus de ces forêts pourrait contribuer à préserver 230 millions de tonnes, soit un tiers des émissions du Royaume Uni.

Copenhague dans le Noir pendant une heure ce mercredi

Au moment où les décideurs peinent encore à trouver l'accord tant attendu ici à Copenhague, le WWF et le Mouvement citoyen danois (Earth Hour Hopenhagen), et les autorités municipales vont plonger la ville dans le noir pendant une heure de 19H à 20H ce mercredi 16 décembre 2009. L'opération s'appelle « Earth Hour » « Une heure pour la planète ». Tout comme pour les appels et autres manifestations organisées par les organisations non gouvernementales, « Earth Hour » vise encore à sensibiliser davantage et à prouver aux dirigeants mondiaux l'importance d'un accord équitable, ambitieux et contraignant pour faire face aux effets dus aux changements climatiques. Ainsi les citoyens de Copenhague vont éteindre leurs lumières pendant cette heure. Il en sera de même dans la plupart des grandes bâtisses de la ville.

L'action débutera par un défilé des lanternes à 18h15 depuis le Planétarium avant d'arriver à la place de l'Hôtel de ville à 19h pour le début de l'opération. **La remise de la sphère « People's Orb »** aux mains du secrétaire Général des Nations Unies, **Ban Ki-Moon**, constituera le moment crucial de la soirée. Partie de Sydney le 1^{er} décembre 2009, avant d'arriver à Copenhague le 5 décembre après avoir voyagé à bord du Climate Express, cette sphère en argent d'un diamètre de 20 cm contient un disque dur d'une mémoire de 350 giga. La sphère « **People's Orb** » est la représentation matérielle de l'appel à une action mondiale lancé par les campagnes internationales « Votez Planète », « Hopenhagen », « TckTckTck », « Raise Your Voice » et « Seal the Deal ».

Contenant aussi bien lettres, images, vidéos, pétitions et rapports sur le climat, cette sphère symbolise la voix des peuples du monde entier appelant les leaders à agir dès maintenant contre les effets dus aux changements climatiques.

La « Sphère Citoyenne » contiendra suffisamment de mémoire pour que les décideurs mondiaux y apportent la dernière pièce finale : un accord juridiquement contraignant à Copenhague.

Par ailleurs, les responsables des stations routières et ferroviaires annoncent la fermeture temporaire, le 18 décembre, de la voie qui conduit par route vers la Suède à l'occasion de la visite du président américain, Barak Obama à Copenhague. Le pont qui sépare la ville de Copenhague et la Suède sera fermé, mais ouvert uniquement aux trains, ce jour là de 7h 30 à 8h 30 (le matin) et de 16h30 à 17h30 (le soir) après le départ de la délégation présidentielle américaine. Et ce, en raison de sécurité, indiquent les autorités.

Les leaders du monde appelés à voir loin

Il ne reste que quelques jours pour les rideaux tombent sur la conférence historique de Copenhague. Le temps presse et cette seconde semaine des travaux est celle de tous les enjeux. Les délégués qui continuent à faire des négociations sont rejoints par leurs ministres. Ce 16 décembre, ce sera aux chefs d'Etat et de Gouvernement de prendre la relève. Mais sur quels sujets doivent-ils concentrer leurs efforts pour arriver à un accord global ? Selon le choix qui sera fait, les dirigeants du monde qui représentent leurs peuples à ces assises, feront pencher la balance d'un côté ou de l'autre. Or, le monde souhaite que l'on arrive à la conclusion d'un accord équitable, ambitieux et contraignant. En vérité cet accord ne peut être conclu qu'à trois conditions :

- 1) réduire considérablement les émissions ;
- 2) mettre suffisamment d'argent sur la table et
- 3) établir la confiance entre les nations.

C'est cela le défi de Copenhague en cette seconde semaine des travaux.

Sur le plan des émissions, nombre d'experts soulignent que nous ne sommes pas sur la route qui permettra de limiter le réchauffement à 2°C. Au cœur du problème : les engagements pris par la plupart des pays industrialisés. Les promesses, notamment celles des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande vont plus contribuer à canaliser leurs ambitions et l'innovation qu'à réduire leur empreinte carbone.

L'avenir devient encore sombre si l'on intègre le fait que ces politiques ne feront efficaces qu'au prix d'une forte consommation d'air chaud et de crédits forestiers. Ceci revient à fermer la planète dans une économie carbonifère et non d'une planète verte.

Sans un changement de cap, la planète doit s'attendre à supporter un climat vénusien. Le second point d'achoppement est la crise du financement de l'adaptation. L'Union européenne a fait des propositions pour le long terme. La Norvège et le Mexique prônent l'idée d'un fonds vert. Mais collectivement, les pays riches sont incapables de s'engager sur le montant à donner comme contribution au volet « adaptation ». Ceci revient à dire que faute d'engagement et d'argent, il sera difficile d'établir un climat de confiance entre les nations riches et pauvres.

Dans ces négociations, la peur, la méfiance et la suspicion sont devenues la règle. Résultat : les délégués ne discutent plus du fonds mais de l'architecture juridique de l'accord. Peut-on alors espérer sortir de l'impasse ? je crois que oui, car il est encore temps. Celant étant, les Etats-Unis doivent réviser à la hausse leurs objectifs. Ce qui n'a rien de chimérique. Les études montrent qu'il leur serait plus facile de réduire leurs émissions de 18% en dix ans (par rapport à 1990) que de retourner sur la lune. Les autres parties devront mettre en œuvre des solutions créatives, c'est-à-dire généraliser les tarifs de rachat de l'électricité verte ; éradiquer les gaz à effet de serre (ges) des produits de grande consommation et faciliter le transfert vers le Sud des technologies propres. C'est le moment pour les dirigeants du monde de prouver que leur vision du long terme prévaut sur leur politique de court terme.

Alors que l'on chemine vers la fin du round
Le climat s'emballe à Copenhague

Tout en souhaitant la bienvenue aux dirigeants du monde, le climat s'est emballé tôt ce matin dans la capitale danoise. Sous le froid hivernal, les Ongs qui font la fête dehors et qui n'ont jamais été autorisées à pénétrer dans les halls du Bella Center n'ont pas pu résister au froid. Elles ont, du reste, été chassées avec le renforcement du dispositif sécuritaire avec l'arrivée des dirigeants du monde attendus pour ces jeudi et vendredi à Copenhague. Ils viennent réellement au boulot, relayer leurs ministres qui, eux aussi, ont pris la relève du travail abattu par les experts. En effet, leurs décisions feront que la balance aille d'un côté ou de l'autre.

L'on se rappellera qu'en 1992, quand ils se sont rencontrés à Rio pour le Sommet de la Terre et qu'ils avaient discuté de la crise imminente sur le climat, ils avaient pris des mesures sans précédent pour s'engager juridiquement – à tout faire – pour éviter un changement climatique dangereux. 17 ans après, toute la planète suit les négociations avec une angoisse croissante. Les avancées ont été bien rares.

Copenhague, qualifiée « Hopenhague » pour la circonstance par les Danois, est un rare moment de vérité, la dernière chance d'éviter la déstabilisation des Etats et des écosystèmes, et de sauver des nations insulaires. La plupart des délégués passent sûrement chaque jour devant le globe terrestre noir et blanc installé dans le hall du Bella Center, sans que cela les fasse réagir. Or, ce globe reflète parfaitement l'indifférence des pays les plus puissants présents dans ces discussions. Il est effrayant de constater que ces petits Etats insulaires sont totalement absents. Est-ce cela la vision des pays de l'annexe I pour 2050 ?

C'est pourquoi les Etats insulaires, Tovalu en tête, sont venus faire entendre leur voix à ces négociations. Non pas parce qu'ils craignent d'être désavantagés économiquement ou politiquement,

non pas parce qu'ils cherchent une couverture médiatique. Ils demandent simplement le droit d'exister. Cela nécessite que les pays industrialisés acceptent de réduire leurs émissions de 45 % d'ici 2020 et d'au moins 95 % d'ici 2050 par rapport à 1990. C'est simple. En fait, tous ces leaders mondiaux, attendus à « Hopenhague », vont-ils garantir un accord équitable, ambitieux et contraignant, ou vont-ils rayer les Etats insulaires de la surface du monde ?

Copenhague constitue une occasion unique. C'est aussi l'opportunité de créer un esprit nouveau et sans précédent de coopération mondiale, ou alors, une transformation économique juste qui offre une plus belle vie à tous. Allez-vous saisir cette opportunité unique ? Sentez-vous le poids des générations sur vos épaules ? le monde vous regarde. Personne n'est mieux que vous pour redistribuer les bénéfices d'une action climatique efficace. Serez-vous les catalyseurs d'un développement sobre en carbone ou complices d'une catastrophe climatique ? Vous ne pouvez pas vous cacher derrière votre hiérarchie supérieure. Leaders du monde, vous n'avez de comptes à rendre qu'à vos citoyens. Le temps presse : un nouvel accord juste, ambitieux et contraignant est votre seule option viable.